

*Loi anti-inflation*

Et ne parlons pas de ceux qui échappent aux dispositions du bill proposé et qui peuvent augmenter leur revenu grâce à une prétendue hausse de productivité; les médecins qui reçoivent plus de patients en moins de temps, les architectes qui dessinent un plus grand nombre d'immeubles de bureaux, par exemple. Tous ceux-là pourront toujours prétendre que leur productivité s'est accrue et éviter ainsi les conséquences de la loi, mais ils viendront tout de même nourrir l'inflation. Par contre, ceux dont les revenus sont tout aussi importants que les nôtres, nous les députés, ou même encore plus importants sont bel et bien atteints de cette névrose. Ce sont tous ceux qui tirent de l'économie plus que ce qu'ils y mettent.

Est-ce que les membres de l'opposition officielle pensent un seul instant que ce sont les gens qui vivent d'un salaire minimum, de leur retraite ou de revenus fixes qui tirent plus de l'économie que ce qu'ils y ont investi? Si telle est leur opinion, qu'ils travaillent seulement quelques jours pour ce salaire minimum et l'on verra ensuite ce qu'ils pensent de la question.

Enfin, si nous refusons d'appuyer l'amendement proposé par le leader de l'opposition, c'est que nous ne pensons pas que la mesure proposée sur les prix et revenus contribuera de manière efficace, à elle seule, à juguler l'inflation. Isolément, cette mesure n'aura aucun effet, car il faut tenir compte de tous les autres facteurs qui interviennent dans le fait inflationniste. L'application de mesures de contrôle des prix et des revenus devrait être le pivot essentiel d'un plan économique d'ensemble, mais on ne peut avoir l'un sans l'autre, comme dit la chanson. S'il faut contrôler ou limiter les prix, il me semble qu'il faut également contrôler la production. En d'autres mots, il faut imposer des contrôles de production comme C. D. Howe s'en était rendu compte au cours de la Seconde Guerre mondiale. Il savait que sans un contrôle adéquat de la production, certaines sociétés couperaient la production pour obtenir des prix plus avantageux. C'est donc des mesures de réglementation de la production qu'il faut adopter.

J'estime que les règlements proposés pour la réglementation des prix seront inefficaces dans beaucoup de domaines. Comment pourraient-ils s'appliquer aux transports? En d'autres termes, nous devons arriver à une concordance de vues, ou selon l'expression de Harold Wilson, à un contrat social visant toutes les couches de la société, les travailleurs, les hommes d'affaires, les fermiers, les banquiers, et les gouvernements aux niveaux fédéral, provincial et municipal. Nous devons arriver à un consensus. Il faut que la majorité de la population exprime un désir authentique de participer au programme. Ce n'est pas le cas actuellement; cette loi n'est pas fondée sur une telle adhésion.

Nous n'appuyons pas l'amendement pour une troisième raison. Je ne suis ni économiste, ni expert, mais il me semble que les échéances présentent des inconvénients et plus courte est la période jusqu'à l'échéance plus fortes sont les chances que ceux qui peuvent attendre l'expiration du programme patientent simplement jusqu'à la fin. Le ministre des Finances (M. Macdonald) a rappelé ce qui s'est passé en Grande-Bretagne et aux États-Unis où des hausses de prix considérables ont suivi l'expiration des programmes de réglementation des prix et des revenus.

**Une voix:** Ces deux pays avaient des gouvernements conservateurs.

**M. Benjamin:** M. Heath et M. Nixon étaient à la tête de ces gouvernements tous les deux conservateurs, comme

[M. Benjamin.]

l'indique si bien le député. Ces gouvernements avaient précisé à l'avance les prix et les revenus qui devaient être réglementés. Ceux qui pouvaient se le permettre ont attendu que les contrôles prennent fin. Je dirai respectueusement au chef de l'opposition que sa proposition de 18 mois conviendrait idéalement aux très grosses sociétés, elles ajusteraient leurs productions et leurs inventaires, et attendraient le 30 avril 1977 pour faire exploser les prix. Mais s'il faut se guider sur le Royaume-Uni et les États-Unis, on constate que l'homme ordinaire ne peut pas se permettre cela.

Il me semble que le moindre mal consisterait à ne prévoir aucune échéance. Pourquoi ne demanderait-on pas au gouvernement de se présenter au Parlement tous les 12 ou 18 mois, avec un rapport dont le Parlement pourrait débattre? Si, à un certain moment, le gouvernement considérait que le programme n'était plus nécessaire, il pourrait dire au Parlement «Nous voulons supprimer une partie ou l'ensemble du programme». Les échéances seraient alors inutiles. Dans ces conditions, ceux qui voudraient se soustraire au contrôle, surtout en ce qui concerne les profits, les honoraires professionnels, les intérêts tirés de revenus, etc. ne sauraient plus quand pratiquer l'escalade de leurs prix ou de leurs profits. Pour cette raison, j'estime que la modification des conservateurs visant à réduire la période à 18 mois augmenterait les risques de fraude.

Je voudrais évoquer un incident survenu il y a peu de temps, pour montrer que ce programme est mal conçu et que la lutte contre l'inflation ne peut se borner à un seul programme. La semaine dernière les six grands se sont réunis en France, et le Canada s'est lamenté comme un enfant qui n'aurait pas été invité à une fête d'anniversaire, puisque notre gouvernement n'était pas invité à assister à cette réunion. Or, je m'en réjouis parce que, si l'on en juge par l'attitude de notre gouvernement, son apport à cette conférence aurait été nul. Un des principaux sujets de discussion a été la lutte contre le chômage. On a soutenu que les pays industrialisés du monde occidental devraient accorder une plus haute priorité à la lutte contre le chômage qu'à la lutte contre l'inflation.

● (1820)

Comme le gouvernement n'a pas de programme qui accorde une priorité égale à la lutte contre le chômage et contre l'inflation, il n'aurait apporté aucune contribution s'il avait été invité à s'asseoir à la table des «Grands Six». Au lieu d'être un des Grands Six, il n'aurait été que le petit septième. Il aurait eu quelque chose à dire au sujet de l'inflation, mais rien au sujet du chômage.

On a plus de raisons de s'inquiéter de la récession, du chômage et des problèmes connexes, notamment du logement, que de l'inflation. D'après ce que j'ai lu ces dernières semaines, la tendance qui se manifeste de par le monde, sans ce programme spécieux du gouvernement, est à la déflation. Le problème qui s'est posé il y a quelques mois n'est pas aussi grave maintenant et il s'amointrira dans les mois à venir.

J'aimerais dire un mot au sujet de ce que les porte-parole de la Commission de lutte contre l'inflation et du gouvernement ont dit sur les offices de commercialisation. Je rappelle aux députés de l'opposition officielle l'attitude qu'ils ont adoptée et que nous avons approuvée pour protéger les producteurs primaires et les pêcheurs au niveau de la production. Je demande aux députés de l'opposition officielle s'ils ne trouvent pas surprenant que, parmi tous les secteurs de l'économie que M. Pepin et M<sup>me</sup> Plumtre